



CHAPITRE 30

LOI CONCERNANT LA SAISINE DE CERTAINS BÉNÉFICIAIRES

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé.
de la saisine de certains bénéficiaires.*

2. Nonobstant toute loi à ce contraire, l'héritier La saisine de certains biens transmis n'a pas lieu de plein droit. légitime domicilié ou résidant ordinairement en dehors de la province, à qui est transmis, par le décès d'une personne qui est domiciliée dans cette province, la propriété, l'usufruit ou la jouissance de biens mobiliers réellement situés en dehors de la province à l'époque de ce décès,—n'est pas saisi de plein droit de la propriété, de l'usufruit ou de la jouissance des biens qui lui sont transmis par ce décès, tant de ceux réellement situés dans la province que de ceux réellement situés en dehors de la province, mais il doit se faire envoyer en possession en la manière ci-après établie. 12 Geo. V, c. 90, s. 1.

3. Nonobstant toute loi à ce contraire, le légataire Droit à la chose léguée, etc. domicilié ou résidant ordinairement en dehors de la province, à qui est transmis, par le décès d'une personne qui est domiciliée dans cette province, la propriété, l'usufruit ou la jouissance de biens mobiliers réellement situés en dehors de la province à l'époque de ce décès,—n'est pas saisi du droit à la chose léguée, tant de celle réellement située dans la province que de celle réellement située en dehors de la province, ni des accessoires qui forment partie de cette chose léguée, ni du droit d'en obtenir le paiement, ni d'exercer les actions qui résultent de son legs, à moins qu'il n'en obtienne la Délivrance légale. délivrance légale en la manière ci-après établie. 12 Geo. V, c. 90 s. 2.

4. La demande d'envoi en possession ou la demande Déclaration préalable à la demande d'envoi en possession, etc. de délivrance légale, suivant le cas, doit être précédée d'une déclaration sous serment, indiquant:

a) Les nom, prénoms, domicile ou résidence ordinaire de l'héritier ou du légataire, et sa parenté avec le défunt, s'il est parent;

b) Le nom et les prénoms du *de cujus* ou du testateur, le lieu et la date de son décès, et le lieu de son domicile, à cette date;

c) La description, la situation, et la valeur réelle des biens ainsi transmis, distinguant ceux réellement situés dans la province de ceux réellement situés en dehors de la province;

d) La valeur totale des biens de la succession et le montant des dettes et charges de la succession existant au moment du décès.

Qui fait cette déclaration.

Cette déclaration doit être faite par l'héritier, ou par le légataire, ou par une autre personne agissant pour lui, et doit être transmise au contrôleur du revenu de la province, avec, au cas d'une succession testamentaire, le testament et tous autres documents contenant des dispositions à cause de mort. 12 Geo. V, c. 90, s. 3.

La déclaration faite par un héritier ou légataire dispense les autres de la même obligation.

5. Si cette déclaration faite par ou pour l'héritier ou le légataire, contient tous les renseignements nécessaires pour établir le montant de l'honoraire à payer sur cet envoi en possession, ou pour cette délivrance légale, elle libère les autres héritiers ou légataires, s'il en existe qui sont dans le même cas, de l'obligation de faire une autre déclaration. 12 Geo. V, c. 90, s. 4.

L'envoi en possession ou la délivrance légale n'a lieu qu'après paiement de certains honoraires.

6. L'envoi en possession ou la délivrance légale, n'est obtenu qu'après paiement par l'héritier ou le légataire d'un honoraire de cour calculé sur la valeur réelle des biens mobiliers réellement situés en dehors de la province, aux taux suivants:

Si la transmission est en ligne directe, descendante ou ascendante, entre époux, entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru..... 3%

Si la transmission est en ligne collatérale au degré successible..... 9%

Si la transmission n'est ni en ligne directe, descendante ou ascendante, ni en ligne collatérale au degré successible, ni entre époux, ni entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru..... 15%.
12 Geo. V, c. 90, s. 5.

Preuve du paiement de ces honoraires.

7. Ce paiement est constaté par la production d'un certificat du contrôleur du revenu de la province, établissant que l'honoraire de cour requis par la présente loi pour l'envoi en possession ou la délivrance légale, suivant le cas, des biens qui y sont décrits, a été payé au

trésorier de la province, et le jugement accordant cet envoi en possession ou cette délivrance légale doit décrire les mêmes biens, et aucun autre. 12 Geo. V, c. 90, s. 6.

8. L'envoi en possession ou la délivrance légale est ^{Requête.} demandé par requête au juge de la Cour supérieure dans le district où le défunt avait son dernier domicile.

La requête doit décrire tous les biens qui composent ^{Contenu} la part de cet héritier ou légataire, tant ceux réellement ^{d'icelle.} situés dans cette province que ceux réellement situés en dehors de la province.

Sur présentation de cette requête, le juge peut exiger ^{Adjudication.} qu'elle soit signifiée, de la manière qu'il indique, à toute personne qu'il estime intéressée, avec un avis du jour qu'il fixe pour sa prise en considération; ou il peut, après telle preuve sous serment, orale ou écrite, qu'il juge à propos, accorder la demande. 12 Geo. V, c. 90, s. 7.

9. L'ordonnance sur la requête n'est pas susceptible ^{Effet de l'en-} d'appel, mais n'a pour effet que d'accorder l'envoi en ^{voi en posses-} possession ou la délivrance du legs, suivant le cas, et ne préjudicie pas aux droits de celui qui subséquemment réclame les mêmes biens, ou partie d'iceux, à titre ^{Droits sau-} d'héritier légitime ou de légataire ou pour une autre ^{vegardés.} cause légale. 12 Geo. V, c. 90, s. 8.

10. La présente loi ne s'applique pas aux successions ^{Application} ouvertes avant le 21 mars 1922. 12 Geo. V, c. 90, s. 9. ^{de la loi.}
